

(1)

(N° 67)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1907.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1908 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Le projet de Budget prévoit une augmentation de crédits de 260,372 francs sur ceux alloués en 1907.

L'augmentation porte exclusivement sur les dépenses ordinaires, qui s'élèvent, pour 1908, à 4,743,271 francs. Les dépenses exceptionnelles restent à 205,000 francs, chiffre de l'année 1907.

La note préliminaire justifie les augmentations de dépenses et les propositions de dépenses exceptionnelles. Aucune d'elles n'a donné lieu à d'observations dans les sections, ni dans la Section centrale.

Le projet de Budget lui-même a été accueilli favorablement. Rejeté par dix voix contre dix dans la 1^{re} section et par huit contre six dans la 3^e section, il a été adopté:

Dans la 2^e section, par dix voix contre deux et cinq abstentions;

Dans la 3^e section, par six voix contre cinq;

Dans la 4^e section, à l'unanimité moins une abstention;

Dans la 6^e section, par quatorze voix contre deux et deux abstentions.

Les observations soulevées dans les diverses sections ont été répétées en Section centrale et feront l'objet de ce rapport.

(1) Budget, n° 4, VI.

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, étoit composée de MM. BERLOZ, COLAERT, MABILLE, STANDAERT, DELPORTE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

CHAPITRE III.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

Un membre s'est plaint de la lenteur avec laquelle on publie les résultats des statistiques.

La même plainte a été formulée les années précédentes et la Section centrale l'a signalée à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Cette année encore, la Section centrale croit devoir demander à l'honorable Ministre de l'Intérieur si les crédits proposés, y compris les charges temporaires, seront suffisants pour faire face aux dépenses. Les dépenses de l'exercice 1905 se sont élevées à fr. 22,488.77. Elles ne seront sans doute pas inférieures pour 1908, si l'on veut donner satisfaction au vœu exprimé par la Section centrale de voir paraître avec plus de célérité les divers documents statistiques qui concernent le Département de l'Intérieur. Ces documents conservent sans doute leur importance pendant un grand nombre d'années, si non indéfiniment; mais ils ont souvent un caractère d'actualité qui n'est pas négligeable.

Constatons toutefois que le premier volume relatif à l'*Exposé de la situation du Royaume de 1876 à 1900* a paru récemment, de même qu'une nouvelle partie du *Catalogue de la Bibliothèque de la Commission centrale de statistique* (tome III, ouvrages concernant la France).

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

A propos des *affaires provinciales*, des membres ont fait observer qu'il y a lieu de déterminer les limites du pouvoir provincial et sa compétence dans les services publics. Ils estiment notamment que l'enseignement n'entre pas dans la compétence du pouvoir provincial.

Cette question ne peut être résolue que par voie législative. L'objet de la mission du pouvoir provincial est limité, par l'article 31 de la Constitution, aux intérêts exclusivement provinciaux, et les délibérations des autorités provinciales sont soumises au contrôle du Roi, par les articles 108 de la Constitution, 88 et 89 de la loi provinciale.

L'article 85 de cette loi permet aux conseils provinciaux de réglementer certaines matières qui peuvent être considérées comme d'intérêt général — celles, par exemple, qui sont relatives à l'amélioration de la race bovine ou chevaline —; mais sa compétence, qui reste limitée par les bornes territoriales de la province, ne peut s'étendre sur des objets déjà réglés par des lois ou par des règlements d'administration générale, et ses règlements et ordonnances sont abrogés de plein droit si, dans la suite, il est statué sur les mêmes objets par voie de réglementation générale.

Les limites du pouvoir provincial semblent donc suffisamment déterminées par nos lois organiques.

En est-il de même en matière d'enseignement?

L'article 86 de la loi provinciale autorise la création d'établissements d'utilité publique aux frais de la province. On peut ranger parmi ces établissements certaines écoles ou institutions dont la loi autorise, ou ne prohibe pas, la création. C'est à ce sujet que des membres de la Section centrale ont fait observer que l'enseignement n'entre pas dans la compétence du pouvoir provincial.

L'observation est juste en ce qui concerne l'enseignement primaire. La loi organique de 1895, comme celles qui l'ont précédée, met les frais de l'instruction primaire à la charge des communes, de même que la création et la direction des écoles. La province, comme l'État, n'intervient que par voie de subsides, sauf l'inspection par l'État et, en certains cas, l'avis de la députation permanente. Quant aux écoles gardiennes et d'adultes, elles échappent entièrement à la compétence du pouvoir provincial, qui ne les subsidie même pas.

Il n'en est pas de même de certaines autres institutions d'enseignement. Les provinces peuvent, comme l'État et les communes, établir des écoles normales (Article 21 de la loi organique du 15 septembre 1895). Elles peuvent aussi, aux termes de la loi organique de l'enseignement moyen du 1^{er} juin 1850, créer ou entretenir des établissements d'instruction moyenne, soit du premier, soit du second degré, et en avoir la libre administration, sauf à en voir régler le nombre par le Gouvernement, conformément à l'article 27, § 2, de la loi de 1895. Enfin, elles peuvent, sans que la loi les y autorise directement, créer d'autres établissements d'instruction publique dont l'utilité se borne au territoire de la province.

Mais la province ne pourrait pas étendre les services qu'elle crée au delà de son territoire. Ce serait contraire au principe constitutionnel que nous avons exposé plus haut. D'autre part, ses délibérations portant sur la création d'établissements d'instruction, même de ceux que la loi a prévus, sont subordonnées à l'autorisation royale qui peut ou les approuver ou les infirmer, contrairement à ce que nous avons dit au sujet des communes qui ont une capacité absolue en matière d'enseignement primaire.

La compétence du pouvoir provincial est donc limitée, en ce qui concerne l'enseignement, et par nos lois et par le contrôle du Gouvernement. Faut-il aller plus loin et lui enlever toute compétence en cette matière?

La question peut être posée et elle n'est pas sans intérêt, si l'on considère que, dans l'esprit de notre législation, le pouvoir provincial n'est pas appelé à suppléer à l'initiative de l'État, des communes et des particuliers, et que sa mission semble devoir se borner à des objets d'intérêt plutôt matériel que moral ou intellectuel.

Un membre de la Section centrale a déclaré ne pouvoir se rallier à ces considérations.

* * *

A l'article 15 du Budget, l'attention de la Section centrale a été appelée sur la situation des commissaires d'arrondissement, au point de vue de leur traitement et de leurs frais de logement et de bureau. Nous croyons devoir

signaler à la bienveillante attention du Gouvernement les considérations suivantes, qui nous ont été communiquées par un membre d'une des sections, tout en faisant observer que les commissaires d'arrondissement jouissent d'indemnités qui augmentent indirectement leur traitement.

« Les traitements alloués aux commissaires d'arrondissement par les » arrêtés royaux des 29 avril 1879 et 6 septembre 1883 (7,500 francs pour » les cinq arrondissements de 1^{re} classe, 6,500 francs pour ceux de seconde, » 5,500 francs pour ceux de 3^e classe) ne sont plus en rapport ni avec les » devoirs très absorbants imposés à ces fonctionnaires, ni avec les exigences » toujours croissantes de la vie matérielle à l'époque actuelle.

« Il serait strictement équitable de faire bénéficier ces fonctionnaires d'une » mesure qui tend à se généraliser à la plupart des autres fonctionnaires, » soit des augmentations quinquennales de traitement. Ces augmentations » sont accordées à tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, au personnel » de la Cour des Comptes, aux instituteurs, aux secrétaires communaux, au » personnel des commissariats d'arrondissement à l'exclusion du titulaire » de l'emploi, etc.

« Un exemple démontrera l'oubli dans lequel on a laissé les commissaires » d'arrondissement : autrefois, ceux d'entre eux qui sont titulaires d'un com- » missariat de 1^{re} classe jouissaient d'un traitement égal à celui des prési- » dents de tribunaux de 1^{re} classe, des procureurs du Roi du même rang et » des conseillers à la Cour d'appel (7,500 francs).

« Le traitement initial des présidents et procureurs du Roi de 1^{re} classe a » été, à juste titre, porté à 8,000 francs; ces magistrats, comme les conseillers » des Cours d'appel, jouissent dès le début de leur entrée en fonctions, » quel que soit leur grade, d'augmentations quinquennales de 300 francs.

« Au bout de trente années de services, le président du tribunal et le » procureur du Roi reçoivent donc 9,800 francs de traitement, les conseillers » à la Cour d'appel 9,300 francs; au bout de trente-cinq années, respecti- » vement 10,100 francs et 9,600 francs, alors que les commissaires d'arron- » dissement conservent indéfiniment leur traitement initial de 7,500 francs.

« La même disproportion se fait sentir en ce qui concerne les fonction- » naires de 2^e classe et de 3^e classe.

« D'autres catégories de fonctionnaires, tels ceux des administrations cen- » trales, les professeurs d'Université, voient leur situation s'améliorer par » l'attribution du traitement moyen et du traitement maximum. Il en est, » jusqu'à un certain point, de même des greffiers provinciaux.

« La situation des commissaires d'arrondissement reste toujours la même, » quel que soit le nombre de leurs années de services. Le fait est d'autant » plus regrettable que, seuls peut-être parmi les fonctionnaires de l'Etat, ils » ne peuvent espérer d'avancement. En règle générale, en effet, les fonctions » de gouverneur de province ne sont conférées qu'à des hommes bénéfi- » ciant d'une grande situation politique et placés dans des conditions spé- » ciales de fortune.

« Le traitement alloué au débutant est suffisant; il n'a rien d'exagéré » quand on songe aux responsabilités qui incombent aux titulaires dans des

» centres comprenant jusqu'à 700,000 habitants, mais après une longue
» carrière, le fonctionnaire a acquis le droit de voir son activité, son travail,
» son expérience récompensés par une amélioration de position.

» Il a plus encore le droit de compter sur une pension de retraite qui lui
» permette d'assurer quelque aisance à sa vieillesse. Telle ne sera pas sa
» situation : moins bien partagés que les fonctionnaires des administrations
» publiques, qui, le plus souvent, sont entrés très jeunes dans la carrière
» administrative, les commissaires d'arrondissement ne sont généralement
» appelés à ces fonctions que lorsqu'ils ont atteint un certain âge (30 ou
» 35 ans) et ne peuvent au moment de la mise à la retraite invoquer qu'un
» nombre restreint d'années de services, et cette situation exceptionnelle rend
» leur pension insuffisante; exemple : un commissaire de 1^{re} classe, après
» trente-cinq années de services, ne pourra jouir que d'une pension de
» 4,500 francs. Le chiffre est déjà plus que modeste, et cinq commissaires
» seuls pourront en jouir. Mais quelle sera la situation de la grande majo-
» rité? La mise à la retraite doit amener fatalement la gêne pour ceux
» d'entre eux qui ne jouissent pas de revenus personnels assez élevés.

» Un régime plus favorable est appliqué à d'autres agents de l'État placés
» dans des conditions identiques : tels les magistrats et les professeurs à
» l'Université qui, en général, ne peuvent être appelés très jeunes à leurs
» fonctions. La loi, prenant ce fait en considération, leur accorde l'éméritat
» lorsqu'ils sont arrivés à une certaine limite d'âge, ou atteints d'infirmités,
» ou, pour les professeurs à l'Université, quand ils ont accompli trente années
» de services.

» Sans aller jusque-là, il est permis de regretter la situation défavorable
» faite aux commissaires d'arrondissement. Il serait possible de remédier,
» dans une certaine mesure, à cet état d'infériorité en considérant, comme
» indemnité de logement, la somme fixe allouée annuellement à titre de frais
» de bureau, ce qui permettrait de calculer le taux de la pension sur le trai-
» tement fixe additionné des émoluments.

» En réalité, la majeure partie des frais dits de bureau constituent une
» indemnité de logement.

» Au moyen de cette indemnité, qui est aujourd'hui fixée à 2,400, 1,200 et
» 1.000 francs respectivement pour les commissariats de 1^{re}, de 2^e et 3^e classe,
» le commissaire doit, en effet, supporter les frais de location des bureaux
» affectés au personnel composé de six, de cinq ou de quatre personnes, y
» compris le titulaire, dont le cabinet doit naturellement être au siège des
» bureaux. Ces locaux doivent être assez spacieux pour permettre la tenue
» des services importants d'ordre général imposée au commissaire d'arron-
» dissement. Il doit y être annexé une ou plusieurs salles pour le dépôt des
» archives très encombrantes dans les ressorts importants et pour recevoir
» les employés d'associations politiques et autres qui ont le droit d'y venir
» consulter certains documents.

» Tous ces locaux doivent être *meublés*, chauffés et éclairés exclusivement
» aux frais des commissaires d'arrondissement. Il est donc rationnel de con-
» sidérer l'indemnité fixe leur accordée comme une indemnité de logement.
» Dans d'autres pays, en France, en Allemagne notamment, les fonctionnaires

» d'ordre similaire sont installés, eux et leurs bureaux, dans les locaux appartenant à l'État.

» Les sommes allouées annuellement aux commissaires pour faire face à la location et à l'entretien des bureaux, ainsi qu'au paiement du matériel, y compris les imprimés, autographes, appareils de dactylographie, etc., sont devenues notoirement insuffisantes. Il suffira, pour s'en convaincre, de rapprocher les chiffres cités plus haut (2.400, 4.200 et 1.000 francs) des dépenses de toute nature auxquelles ils sont destinés à faire face, en n'oubliant pas l'augmentation sans cesse croissante du taux des loyers.

» Dans une réunion plénière tenue en décembre 1900, les gouverneurs de province ont unanimement reconnu l'insuffisance des crédits destinés à rémunérer les commissaires d'arrondissement et faire face à leurs frais de logement et de bureau.

» Ils ont décidé de demander au Gouvernement : 1° de faire bénéficier ces fonctionnaires des augmentations quinquennales de 5 % du traitement initial, allouées à leur personnel, ainsi qu'à de nombreuses catégories de fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif; 2° de joindre à leur traitement, à titre d'indemnité de logement, la somme leur allouée annuellement à titre de frais de bureau; 3° de leur accorder une indemnité supplémentaire pour frais de bureau proprement dits.

» Jusqu'à ce jour, aucun de ces desiderata n'a été réalisé. »

Affaires communales.

L'opposition faite à l'adoption du Budget par plusieurs membres des sections a été motivée par le refus du Gouvernement de nommer des bourgmestres socialistes, et même des bourgmestres libéraux, dans les communes où existe une majorité cartelliste.

Ce grief, qui ne semble guère justifié en ce qui concerne cette dernière catégorie de magistrats communaux à nommer par le Gouvernement, existe en réalité pour les premiers. Mais le Gouvernement a fait connaître, à plusieurs reprises, les motifs de son refus, et la Section centrale ne croit pas pouvoir critiquer sa manière de voir. La nomination des bourgmestres entre d'ailleurs dans les attributions du pouvoir exécutif, qui doit jouir d'une certaine liberté dans le choix des magistrats communaux.

* * *

Un membre a demandé où en est la question des secrétaires et receveurs communaux.

Il dépend de la Chambre de donner suite à la proposition de loi déposée et rapportée depuis plusieurs années, en ce qui concerne les secrétaires communaux. Nous nous bornons à signaler la question au Gouvernement et à la Chambre, de même que celle relative aux receveurs des communes.

* * *

Un membre a exprimé le vœu de voir le Gouvernement étudier les mesures

qui pourraient être prises en vue d'ouvrir, en faveur des communes, des crédits à la Caisse d'épargne pour faciliter le crédit communal.

Enfin, un membre propose la création d'une caisse de pension donnant un minimum de pension à tous les employés communaux.

L'idée n'est pas neuve; elle a été plusieurs fois énoncée dans les sections et développée à la Chambre même. Il a été répondu que déjà des provinces — et notamment la Flandre occidentale — ont réalisé la création d'une caisse de ce genre. Il a été répondu aussi qu'on pourrait solutionner la question par une affiliation rationnelle à la Caisse de retraite. Enfin, la majorité de la Section centrale estime que l'intervention constante du pouvoir central dans les affaires communales n'est pas sans offrir des dangers au point de vue de l'autonomie de nos communes.

CHAPITRE V.

AFFAIRES ÉLECTORALES.

La question du suffrage universel et celle de l'unification de nos lois électorales ont été soulevées dans plusieurs sections. On a demandé, au sujet de ces questions, quelles sont les intentions du Gouvernement.

Nous croyons devoir faire observer qu'une nouvelle proposition de loi concernant le suffrage universel pur et simple a été déposée tout récemment et qu'elle fera sans doute l'objet d'une discussion dans le courant de la présente session. Le Gouvernement aura ainsi l'occasion de dire son avis sur cette question si souvent agitée et au sujet de laquelle le sentiment de la majorité de la Chambre est connu. La Section centrale a donc jugé inutile d'interroger le Gouvernement. Si ses intentions avaient changé, il s'en exprimera sans doute au cours de la discussion de la proposition de loi.

Quant à l'unification de nos lois électorales, nous croyons devoir faire observer que jusqu'ici aucun système n'a été proposé par les partisans de la généralisation.

Peut-on étendre aux élections provinciales et communales le système consacré par la Constitution pour les élections législatives? Si oui, est-ce l'électorat pour la Chambre que l'on veut généraliser? Ou préfère-t-on celui qui a été adopté pour le Sénat?

A ne considérer que la proposition de l'honorable M. Vandervelde, qui demande, pour les élections provinciales et communales, le suffrage universel à 21 ans et avec six mois de résidence, il faut croire que le groupe socialiste ne demande pas l'unification préconisée par d'autres membres de la Chambre, qui, à une très grande majorité, ont rejeté, en 1906, une proposition socialiste ayant le même objet que celui de la proposition nouvelle.

Dans ce système, l'unification ne se conçoit pas sans une revision constitutionnelle, pour laquelle il n'y aurait pas une majorité. A défaut de cette revision, l'adoption du suffrage universel proposé par l'honorable M. Vandervelde rendrait notre système électoral aussi hybride que celui qui existe actuellement. Et si l'on veut unifier dans le sens de ceux qui demandent une même loi pour les élections à tous les degrés, nous croyons que le Gou-

vernement trouverait difficilement une majorité disposée à le suivre, surtout s'il proposait une diminution du nombre des votes dont jouit actuellement le corps électoral.

Un membre déclare qu'il ne peut faire siennes les considérations qui précèdent, et proteste contre l'allégation qu'il n'y aurait pas une majorité à la Chambre, plusieurs membres de la droite s'étant prononcés déjà en faveur du suffrage universel.

CHAPITRE VII.

GARDE CIVIQUE ET CORPS DES SAPEURS-POMPIERS.

Plusieurs membres des sections ont fait observer que, dans certaines communes, le conseil civique de revision se montre d'une rigueur excessive dans l'inscription des gardes. Ces collèges ne tiennent pas suffisamment compte de la situation de fortune de ceux qui sont appelés au service de la garde civique; et, en inscrivant des gardes pour lesquels l'achat d'un costume et le service lui-même sont de lourdes charges, ils nuisent à l'institution elle-même.

D'autres ont critiqué l'application de la loi sur la garde civique en ce qui concerne les infirmités dont doivent être atteints ceux qui sont dispensés du service. Ils prétendent que, pour le cas de maladies des yeux, par exemple, il faut à peu près être atteint de cécité pour être exempté!

Nous signalons ces questions à la bienveillante attention de M. le Ministre de l'Intérieur.

Enfin, un membre a exprimé le vœu de voir augmenter la quote-part de l'État dans la construction de tirs pour la garde civique. Il paraît certain que nos villes se décideraient plus facilement à construire des stands, si le subside du Gouvernement était porté à la moitié au lieu du tiers de la dépense totale.

On a rappelé à ce sujet la promesse faite par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, en 1902, lors de la discussion de son Budget.

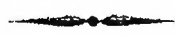
*
* * *

Un autre membre a demandé que le crédit inscrit à l'article 38 du Budget, accordant des subsides aux communes *rurales* pour l'acquisition de matériel d'incendie et d'objets d'équipement destinés aux sapeurs-pompiers volontaires, soit étendu aux petites villes et communes qui ne sont pas à proprement parler des communes rurales et pour lesquelles l'organisation d'un corps de pompiers est une lourde charge.

Le Budget, mis aux voix, est adopté par cinq voix contre une, et le rapport est admis à l'unanimité.

Le Rapporteur,
R. COLAERT.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1907.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1908 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

De raming van kosten bedraagt, volgens het ontwerp van Begrooting, 260,572 frank meer dan voor 1907 werd toegestaan.

Alleen de gewone uitgaven zijn verhoogd : zij bedragen 4 miljoen 743,271 frank voor 1908. De uitzonderlijke uitgaven blijven vastgesteld op hetzelfde bedrag als voor 1907 : 205,000 frank.

De hogere uitgaven alsmede de voorstellen tot uitzonderlijke uitgaven zijn in de inleidingsnota gebillijkt. Geen enkele uitgaaf gaf aanleiding tot aanmerkingen in de afdeelingen of in de Middenafdeeling.

Het ontwerp van Begrooting werd gunstig onthaald. Verworpen met 10 stemmen tegen 10 in de 1^e afdeeling en met 8 tegen 6 in de 5^e afdeeling, werd het goedgekeurd :

In de 2^e afdeeling, met 10 stemmen tegen 2 en 5 onthoudingen ;

In de 3^e — met 6 — 5 ;

In de 4^e — met eenparige stemmen min 1 onthouding ;

In de 6^e — met 14 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

De opmerkingen, gemaakt in de verschillende afdeelingen, werden in de Middenafdeeling herhaald en worden in dit verslag behandeld.

(1) Begrooting, n^r 4, VI.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren SCHOLLAERT, voorzitter, BERLOZ, COLAERT, MABILLE, STANDAERT, DELPORTE, DE GHELLINCK D'ELSEHEM.

HOOFDSTUK III.

ALGEMEENE STATISTIEK.

Een lid klaagde er over, dat de uitkomsten der statistiek zoo traag worden bekendgemaakt.

Dezelfde klacht werd de vorige jaren geuit en de Middenafdeeling vestigde daarop de aandacht van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs.

Dit jaar nogmaals, denkt de Middenafdeeling den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken te moeten vragen of de voorgestelde kredieten, met inbegrip van de tijdelijke lasten, toereikend zullen zijn om de uitgaven te bestrijden. Voor 1903 bedroegen de uitgaven fr. 22,488.77. In 1908 zullen zij voorzeker niet geringer zijn, zoo men gevolg wil geven aan het verlangen der Middenafdeeling om de verschillende statistische stukken betreffende het Ministerie van Binnenlandsche Zaken spoediger te doen verschijnen. Deze stukken blijven ongetwijfeld jarenlang, zoo niet altijd even belangrijk, maar soms leveren zij een oogenblikkelijk belang op, en dit mag niet over het hoofd worden gezien.

Wij doen evenwel uitschijnen dat het eerste deel betreffende het *Verslag over 's Rijks toestand van 1876 tot 1900* onlangs verscheen, alsook een nieuw gedeelte van den *Catalogus der Hoofdcommissie voor statistiek* (deel III, werken betreffende Frankrijk).

HOOFDSTUK IV.

PROVINCIALE EN GEMEENTELIJKE ZAKEN.

Naar aanleiding van de *provinciale zaken*, deden leden opmerken dat het raadzaam ware, de grenzen van de provinciale macht en dezer bevoegdheid, wat betreft de openbare diensten, duidelijk te bepalen. Zij zijn namelijk van meening dat het onderwijs niet behoort tot de bevoegdheid van de provinciale macht.

Dit vraagstuk kan enkel door eene wet worden opgelost. Het voorwerp van de zending der provinciale macht wordt door artikel 31 der Grondwet beperkt tot uitsluitend provinciale aangelegenheden, en naar luid van de artikelen 108 der Grondwet, 88 en 89 der provinciale wet, heeft de Koning het toezicht over de beslissingen van de provinciale overheden.

Artikel 85 van deze wet machtigt de provinciale raden, zekere zaken te regelen die kunnen beschouwd worden als zijnde van algemeen belang — bij voorbeeld, wat betreft de verbetering van het rundvee of van het paardenras —; doch hunne bevoegdheid, beperkt door de grenzen der provincie, kan niet worden uitgestrekt tot zaken die reeds werden geregeld door wetten of verordeningen van algemeen bestuur, en hunne reglementen en voorschriften vervallen van rechtswege, wanneer dezelfde zaken later bij algemeene verordening worden geregeld.

De grenzen van de provinciale macht schijnen bijgevolg voldoende afgeteekend te zijn door onze organieke wetten.

Is dat insgelijks het geval in zake van onderwijs?

Uit kracht van artikel 86 der provinciale wet kunnen er inrichtingen ten algemeenen nutte tot stand worden gebracht op kosten van de provincie. Als soortgelijke inrichtingen kunnen worden beschouwd sommige scholen of instellingen waarvan de oprichting door de wet toegelaten of niet verboden is. Is met het oog daarop dat leden der Middenafdeeling deden opmerken dat het onderwijs niet behoort tot de bevoegdheid van de provinciale macht.

Deze opmerking is gegrond, wat aangaat het lager onderwijs. De wet van 1895 tot regeling van dit onderwijs, legt, evenals de vroegere schoolwetten, de kosten van het lager onderwijs ten laste van de gemeenten; deze zijn tevens belast met het tot stand brengen en het besturen van de scholen. De provincie, evenals de Staat, komt enkel tusschenbeide door middel van toelagen, behoudens het toezicht van Staatswege en, in enkele gevallen, het advies van de bestendige deputatie. De bewaarscholen en de scholen voor volwassenen vallen volstrekt buiten de bevoegdheid der provinciale macht, die er zelfs geen toelage aan schenkt.

Anders is het gelegen met enkele andere onderwijsinrichtingen. De provinciën mogen, zoowel als de Staat en de gemeenten, normaalscholen tot stand brengen (Artikel 21 der wet van 15 September 1895). Zij mogen ook, naar luid van de wet van 1 Juni 1850 tot regeling van het middelbaar onderwijs, inrichtingen voor middelbaar onderwijs, zoowel van den eersten als van den tweeden graad, tot stand brengen of onderhouden, en die vrijelijk beheeren, mits de Regeering, overeenkomstig artikel 27, § 2, der wet van 1895, het getal daarvan regelt. Eindelijk mogen zij, zonder dat de wet ze daartoe rechtstreeks machtigt, andere onderwijsinrichtingen tot stand brengen, waarvan het nut is beperkt tot het grondgebied der provincie.

Eene provincie zou echter de diensten, die zij tot stand brengt, niet mogen uitbreiden buiten haar grondgebied. Dit ware in strijd met het grondwettelijk beginsel dat wij hierboven hebben uiteengezet. Anderdeels zijn hare beslissingen betreffende het tot stand brengen van onderwijsinrichtingen, zelfs van diegene welke door de wet werden voorzien, onderworpen aan de machtiging van den Koning die ze kan goedkeuren of niet goedkeuren, in strijd met wat wij zegden betreffende de gemeenten waarvan de bevoegdheid in zake van lager onderwijs onbeperkt is.

De bevoegdheid van de provinciale macht is dus op het gebied van onderwijs beperkt en door onze wetten en door het toezicht van wege de Regeering. Dient men verder te gaan en haar alle bevoegdheid te ontnemen op dat gebied?

Deze vraag kan geopperd worden en is niet van belang ontbloot, indien men nagaat dat, naar de bedoeling onzer wetten, de provinciale macht niet geroepen is om op te treden in de plaats van den Staat, van de gemeenten en van de private burgers en dat hare zending schijnt zich te moeten beperken tot zaken die veeleer van stoffelijk dan van zedelijk of geestelijk belang zijn.

Een lid der Middenafdeeling verklaarde, zich met deze beschouwingen niet te kunnen vereenigen.

* * *

Bij artikel 13 der Begrooting, werd de aandacht der Middenafdeeling gevestigd op den toestand der arrondissementscommissarissen, wat aangaat hunne jaarwedde alsmede hunne huisvestings- en hunne bureelkosten. Wij meenen de welwillende aandacht van de Regeering te moeten vestigen op onderstaande beschouwingen, die ons werden medegedeeld door een lid eener afdeeling; wij doen tevens opmerken dat aan de arrondissementscommissarissen vergoedingen worden toegekend, die hunne jaarwedde onrechtstreeks verhoogen.

« De jaarwedden, aan de arrondissementscommissarissen toegekend door » de koninklijke besluiten van 29 April 1879 en 6 September 1883 (7,500 frank » voor de vijf arrondissementen der eerste klasse; 6,500 frank voor die der » tweede klasse en 5,500 frank voor die der derde klasse), staan niet meer » in verhouding noch tot de uiterst drukke bezigheden die aan deze ambte- » naren zijn opgelegd, noch tot de steeds klimmende behoeften van het stoffe- » lijk leven ten huidigen dage.

» Het ware niet meer dan billijk, ten bate van die ambtenaren een maat- » regel toe te passen, welke steeds meer wordt ingevoerd voor het meeren- » deel der andere ambtenaren, namelijk eene vijfjarige verhooging van » jaarwedde. Soortgelijke verhooging wordt verleend aan al de ambtenaren » van den rechterlijken stand, aan het personeel der Rekenkamer, aan de » onderwijzers, aan de gemeentesecretarissen, aan het personeel der arron- » dissementscommissariaten, met uitsluiting van den arrondissementscom- » missaris zelf, enz.

» Uit een voorbeeld zal blijken hoe de arrondissementscommissarissen » over het hoofd werden gezien : voorheen genoten die van de 1^o klasse » dezelfde jaarwedde als de voorzitters der rechtbanken van de 1^o klasse, » als de procureurs des Konings van gelijken rang en als de raadsheeren » bij het Hof van beroep (7,500 frank).

» De aanvangsjaarwedde der voorzitters en procureurs des Konings van » de 1^o klasse werd terecht gebracht tot op 8,000 frank; deze magistraten, » evenals de raadsheeren bij de Hoven van beroep, genieten, zoodra zij in » dienst treden, om 't even tot welken graad zij behooren, vijfjarige ver- » hoogingen van 300 frank.

» Bijgevolg trekken, na dertig jaar dienst, de voorzitter eener rechtbank » en de procureur des Konings eene jaarwedde van 9,800 frank, de raads- » heeren bij het Hof van beroep 9,300 frank; na vijf en dertig jaar, trekken » zij respectievelijk 10,100 frank en 9,600 frank, terwijl voor de arrondis- » sementscommissarissen de eerste jaarwedde van 7,500 frank onveranderd » blijft, hoe lang ook zij in dienst zijn.

» Hetzelfde verschil doet zich voor, wat aangaat de ambtenaren der » 2^e klasse en der 3^e klasse.

» Voor andere soorten van ambtenaren, namelijk voor die van de hoofd- » besturen, voor de professors bij de Hoogeschoolen, wordt de toestand » verbeterd door het toekennen van eene medium- en van eene maximum-

» jaarwedde. In zekere mate is dat ook het geval met de provinciale griffiers.

» De toestand van de arrondissementscommissarissen blijft steeds onveranderd, welk ook het getal van hunne dienstjaren zij. Dat is des te meer te betreuren, daar zij, de eenigen misschien onder de ambtenaren van den Staat, geen bevordering mogen hopen. Immers, over 't algemeen wordt het ambt van gouverneur eener provincie enkel toevertrouwd aan mannen die een hoogen politieken stand bekleeden en vermogend zijn.

» De aanvangsjaarwedde is toereikend; zij is geenszins overdreven als men er aan denkt wat al verantwoordelijkheid de titularissen hebben in centrum's met tot 700,000 inwoners, doch, na eene lange loopbaan, mag de ambtenaar aanspraak maken op de belooning van zijne werkzaamheid, van zijnen arbeid en zijne ervarenheid door eene verbetering in zijnen toestand.

» Hij heeft nog meer aanspraak op een pensioen dat hem in zijnen ouden dag wat welstand bezorgt. Dat zal nochtans zijn toestand niet zijn: minder goed bedeed dan de ambtenaren der openbare besturen die meestal zeer jong in het bestuur traden, worden de arrondissementscommissarissen over 't algemeen slechts tot dat ambt benoemd wanneer zij een zekeren leeftijd (30 of 35 jaar) hebben bereikt en, als zij op pensioen worden gesteld, kunnen zij maar een beperkt getal dienstjaren doen gelden; om deze uitzonderlijke reden is hun pensioen ontoereikend; laat ons een voorbeeld daarvan geven: een commissaris van de 1^e klasse zal, na vijf en dertig jaren dienst, slechts een pensioen van 4,500 frank kunnen genieten. Dat bedrag is reeds zeer gering, en alleen vijf commissarissen zullen dergelijk pensioen kunnen trekken. Welke zal echter de toestand der groote meerderheid zijn? Onvermijdelijk moet het op pensioen stellen voor gevolg hebben, dat zij, die niet over een toereikend persoonlijk inkomen beschikken, in een bekrompen toestand verkeerden.

» Een gunstiger stelsel wordt, onder gelijke omstandigheden, toegepast voor andere ambtenaren van den Staat: bij voorbeeld, de magistraten en de professors der hoogeschoolen die, over 't algemeen, niet op zeer jongen leeftijd kunnen benoemd worden. De wet houdt rekening met dat feit en verleent hun het emeritaat, wanneer zij een zekeren leeftijd hebben bereikt of gebrekkelijk zijn of, voor de hoogleeraars, wanneer dezen dertig jaar dienst tellen.

» Wij wenschen niet zoo ver te gaan; wij mogen echter wel den ongunstigen toestand der arrondissementscommissarissen betreuren. Het ware mogelijk, dien staat van minderheid in zekere mate te verhelpen door de vaste som, die jaarlijks voor kantoorkosten wordt toegekend, te beschouwen als vergoeding wegens huisvesting; op die wijze zou men de vaste jaarwedde, met inbegrip van de emolumenten, tot grondslag kunnen nemen voor het berekenen van het bedrag van het pensioen.

» Feitelijk zijn het grootste gedeelte der kantoorkosten eene vergoeding wegens huisvesting.

» Immers, door middel van deze vergoeding, thans bepaald op 2,400, 4,200 en 4,000 frank voor de commissariaten van de 1^e, 2^e en 3^e klasse,

» moet de commissaris de huurkosten betalen van de kantoren bestemd voor
» een personeel van zes, vijf of vier personen, daaronder begrepen de commissaris zelf, die natuurlijk zijn kabinet hebben moet waar de kantoren
» zijn gevestigd. Deze lokalen moeten ruim genoeg zijn, opdat de belangrijke diensten van algemeenen aard kunnen verricht worden zooals de
» commissaris daartoe verplicht is. Er moeten daarbij eene of meer zalen
» zijn om er de archieven te bewaren, die, in de voornamen commissariaten,
» veel plaats innemen, alsmede om er de beambten van politieke of andere
» vereenigingen toe te laten, die het recht hebben daar zekere stukken te
» komen raadplegen.

» Al die lokalen moeten uitsluitend op kosten der arrondissementscommissarissen *gemeubileerd*, verwarmd en verlicht zijn. Terecht mag dus
» de hun verleende vaste vergoeding worden beschouwd als vergoeding
» wegens huisvesting. In andere landen, in Frankrijk en in Duitschland
» namelijk, zijn de ambtenaren van soortgelijke aard, evenals hunne kantoren, gevestigd in lokalen toebehoorende aan den Staat.

» De sommen, jaarlijks toegekend aan de commissarissen om te voorzien
» in het huren en onderhouden der kantoren, alsook in het betalen van
» het materieel, daaronder begrepen het drukwerk, de autographieën,
» de schrijfmachines, enz., zijn merkkelijk ontoereikend geworden. Ten
» bewijze daarvan volstaat het, de voormelde cijfers (2,400, 1,200 en
» 1,000 frank) te vergelijken met de uitgaven van allen aard tot welker
» bekostiging zij zijn bestemd, daarbij niet vergetende de steeds toenemende
» verhooging der huurprijzen.

» In eene algemeene vergadering, in December 1900 gehouden, hebben de
» Gouverneurs der provinciën eenparig erkend dat de kredieten tot bezoldiging der arrondissementscommissarissen en betaling hunner huisvestings- en bureelkosten, ontoereikend zijn.

» Zij besloten aan de Regeering te vragen : 1^o dat men aan die ambtenaren de vijfjarige verhoogingen van 5 t. h. op de aanvangsjaarwedde verleene, zooals die zijn toegekend aan hun personeel, alsmede
» aan talrijke klassen ambtenaren van de rechterlijke orde en van het bestuur; 2^o dat de som, hun jaarlijks toegekend wegens kantoorkosten,
» worden gevoegd bij hunne jaarwedde als kosten wegens huisvesting;
» 3^o dat hun eene bijkomende vergoeding worde verleend voor eigenlijke
» kantoorkosten.

» Tot nog toe werd geen dier wenschen verwezenlijkt. »

Gemeentezaken.

Het niet goedkeuren van de Begroting door verscheidene leden der afdeelingen steunde op de weigering der Regeering om socialistische, of zelfs liberale burgemeesters te benoemen in de gemeenten waar eene meerderheid van het cartel bestaat.

Deze grief, die weinig gegrond is wat aangaat de door de Regeering te benoemen liberale gemeentemagistraten, bestaat wezenlijk voor de socialisten. Doch herhaaldelijk deed de Regeering de redenen harer weigering

kennen en de Middenafdeeling denkt niet hare zienswijze te kunnen laken. De benoeming der burgemeesters behoort overigens tot de bevoegdheid van de uitvoerende macht, en deze moet eene zekere vrijheid hebben in de keuze van de gemeentelijke magistraten.

* * *

Een lid vroeg hoe het gesteld is met de quaestie der gemeentesecretarissen en gemeenteontvangers.

De Kamer kan, zoo zij wil, gevolg geven aan het wetsvoorstel dat, wat aangaat de gemeentesecretarissen, werd ingediend en waarover verslag is uitgebracht sedert verscheidene jaren. Wij bepalen ons er bij, de Regeering en de Kamer te wijzen op deze vraag, alsook op die welke de gemeenteontvangers betreft.

* * *

Een lid heeft den wensch uitgedrukt, dat de Regeering zou nagaan welke maatregelen men zou kunnen nemen om bij de Spaarkas kredieten te openen ten bate van de gemeenten, ten einde het gemeentekrediet gemakkelijker te maken.

Ten slotte, stelt een lid voor, een pensioenfonds tot stand te brengen, dat een minimum van pensioen zou verstrekken aan al de gemeentebeambten.

Dit voorstel is niet nieuw; herhaalde malen reeds werd het in de afdeelingen vooruitgezet en in de Kamer zelve toegelicht. Er werd geantwoord dat sommige provinciën — namelijk West-Vlaanderen — dergelijk fonds reeds tot stand hebben gebracht, en ook dat men het vraagstuk zou kunnen oplossen door eene redematige aansluiting bij de Lijfrentekas. Eindelijk is de meerderheid der Middenafdeeling van gevoelen dat het voortdurend tusschenbeide komen van het hoofdbestuur in gemeentezaken het zelfbestuur der gemeenten in gevaar brengt.

HOOFDSTUK V.

KIESZAKEN.

Over algemeen stemrecht en éénmaking onzer kieswetten werd in verschillende afdeelingen gehandeld. Naar aanleiding daarvan werd gevraagd welke hieromtrent de inzichten van de Regeering zijn.

Wij meenen in herinnering te moeten brengen dat een nieuw wetsvoorstel betreffende zuiver algemeen stemrecht, onlangs werd ingediend en waarschijnlijk in dit zittingsjaar in behandeling zal komen. Dan zal de Regeering de gelegenheid hebben hare meening te verklaren over dit vraagstuk, dat reeds zoo dikwijls werd behandeld en waarover het gevoelen van de meerderheid der Kamer gekend is. De Middenafdeeling heeft het dus nutteloos geacht de Regeering te ondervragen. Moesten hare inzichten gewijzigd zijn, dan zal zij dit ongetwijfeld bekendmaken bij de behandeling van het wetsvoorstel.

Wat aangaat de éénmaking onzer kieswetten, meenen wij te mogen aanmerken dat de voorstanders der éénmaking tot heden geen stelsel hebben voorgesteld.

Kan men het stelsel dat de Grondwet voor de kamerverkiezingen invoerde, van toepassing maken op de verkiezingen voor provincie en gemeente? Zoo ja, is het dan het kiesrecht voor de Kamer dat men wil algemeen maken? Of geeft men de voorkeur aan het stelsel der Senaatverkiezing?

Steunt men enkel op het voorstel van den heer Vandervelde, waarbij het algemeen stemrecht op den leeftijd van 21 jaar en na zes maanden verblijf, wordt gevraagd voor de verkiezingen voor provincie en gemeente, dan zou men moeten gelooven dat de socialistische groep de éénmaking niet vraagt, die andere leden der Kamer aanprijzen; deze laatste verwierpen in 1906, met groote meerderheid van stemmen, een socialistisch voorstel dat hetzelfde doel had als het nieuwe voorstel.

Volgens dit stelsel is de éénmaking niet mogelijk zonder Grondwetsherziening, en daartoe zou geen meerderheid te vinden zijn. En zonder die herziening zou het aannemen van het door den heer Vandervelde voorgestelde algemeen stemrecht ons kiesstelsel zoo veelslachtig laten als het thans is. Wil men de eenheid bewerken in den zin van hen die eene zelfde wet voor alle verkiezingen vragen, dan meenen wij dat de Regeering bezwaarlijk eene meerderheid zou vinden, geneigd haar te volgen, inzonderheid indien zij voorstelde het getal stemmen, thans aan het kiezerskorps toegekend, te verminderen.

Een lid verklaart dat hij zich met voormelde beschouwingen niet kan vereenigen; hij teekent verzet aan tegen de bewering dat in de Kamer geen meerderheid zoo gevonden worden, aangezien verscheidene leden der rechterzijde zich reeds geuit hebben ten gunste van het algemeen stemrecht.

HOOFDSTUK VII.

BURGERWACHT EN BRANDWEERKORPSEN.

In de afdeelingen deden verscheidene leden opmerken dat, in zekere gemeenten, de burgerlijke herzieningsraad al te streng te werk gaat bij het inschrijven van de wachten. Deze colleges letten niet genoeg op het vermogen van hen die voor den dienst der wacht worden opgeroepen; de inschrijving van wachten, aan wie het aankoopen van de kleedij en de dienst zelf te veel last opleggen, schaadt de instelling zelve.

Andere keurden de toepassing der wet op de burgerwacht af, wat betreft de lichaamsgebreken die worden vereischt om van den dienst ontslagen te zijn. Wie, bij voorbeeld, aan oogziekte lijdt, moet, naar hun gezegde, schier stekeblind zijn om ontslagen te worden.

Op deze punten vestigen wij de welwillende aandacht van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken.

Ten slotte, drukte een lid den wensch uit dat de bijdrage van den Staat voor het bouwen van schietbanen voor de Burgerwacht, worde verhoogd.

Voorzeker zouden de steden gereedelijker tot het bouwen van schietbanen besluiten, indien de toelage van de Regeering werd gebracht van een derde der uitgaaf tot op de helft.

Hieromtrent werd de belofte in herinnering gebracht, die door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs werd gedaan bij de behandeling van zijne Begrooting in 1902.

* * *

Een ander lid vroeg dat het krediet, uitgetrokken op artikel 38 van de Begrooting en waarbij toelagen worden verleend aan de *buitengemeenten* tot het aanschaffen van brandweermaterieel en uitrusting voor vrijwillige brandwachten, ook ten goede zou komen aan de kleine steden en gemeenten die eigenlijk geen buitengemeenten zijn en voor welke het tot stand brengen van een brandweerkorps een al te zware last zou zijn.

De Begrooting, ter stemming gelegd, werd aangenomen met vijf stemmen tegen een, en het verslag eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
R. COLAERT.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

